NOVARA
CONSULTING GROUP

This document was translated from English by machine and may contain mistakes. The English original is at https://www.novaracg.com/2026/10/08/the-record-belongs-to-the-signer-a-reply-to-jeff-panasuik/.

Le compte rendu appartient au signeur : une réponse à Jeff Panasuik

Heather Grizzle · October 8, 2026

Une réponse à Jeff Panasuik sur SL2T : pourquoi la source signée, et non la sortie en anglais, devrait constituer le compte-rendu de ce qu'une personne Deaf a dit.

Sommaire

1. En bref
2. Ce que Jeff a raison de dire
3. Là où les cadres se rejoignent
4. La direction, revisitée
5. La condition préalable, et où la vérification devrait se situer
6. Répondre à la question
7. Ce que cela change dans SLAT
8. Références

EN BREF

- Jeff Panasuik a raison de dire que mon analyse de SL2T n'a documenté aucune étape de vérification par des personnes Deaf et n'a cité aucune source en langue des signes. J'accepte cela sans réserve.
- Il a également raison de dire que la direction est une propriété de l'architecture, et pas seulement du lieu où le système est déployé.
- Là où je me sépare de lui : la gouvernance et l'architecture ne sont pas des axes distincts. Chaque condition dont il dit qu'elle changerait sa lecture est une condition de gouvernance.
- Ma réponse à sa question : les garanties qu'une institution ne peut pas réinterpréter sont celles qui appartiennent à la personne Deaf. Un droit à un interprète qualifié, et la source signée comme registre officiel.

En bref

Jeff Panasuik's "The Second Language Condition" [7] argues that Google DeepMind's SL2T removed gloss but kept the organizing logic that gloss used to expose: a written-English output target that decides what counts as success and what becomes the authoritative record. He reads my "The Coordinates of Trust" [5] as accurate within a governance frame and limited by it, and he closes by asking the SLAT Index which safeguard gives an institution something it cannot reinterpret, negotiate away or quietly ignore.

J'accepte sa correction méthodologique sans réserve, et j'accepte que la direction soit une propriété de l'architecture plutôt que seulement du déploiement. Là où je me sépare de lui, c'est sur l'affirmation selon laquelle gouvernance et architecture se situent sur des axes distincts. Chaque condition qu'il cite comme susceptible de changer sa lecture est une condition de gouvernance, et le problème architectural qu'il identifie trouve sa réponse dans l'une d'elles : la source signée, et non la sortie en anglais, doit constituer le registre officiel de ce qu'une personne Deaf a dit, et le droit à un interprète humain qualifié doit appartenir à la personne Deaf plutôt qu'à l'institution qui achète le système.

Ce que Jeff a raison de dire

The methodological point lands, and I want to concede it plainly rather than manage it. "The Coordinates of Trust" analyzed a Deaf-access technology using two documents produced through a process the developer convened, facilitated and funded [4][1]. It documented no Deaf verification step, presented no independent assessment of the released model's output, and cited no signed-language source. Jeff is careful to say that he is not claiming those steps never happened, only that my published analysis does not establish that they did. That is the same distinction between absence and non-documentation that my article asked of DeepMind, and it binds my work exactly as it binds theirs. My finding that the strongest community-facing evaluation attached to a pre-release build identified a gap in the developer's record; Jeff is right that my article named the gap without closing it.

Il a également raison concernant la place du glossage dans l'histoire. Supprimer le glossage a été la décision architecturale la plus forte de cette publication, et une critique incapable de le reconnaître ne s'engage pas vraiment avec le système. Sa lecture des modes de défaillance divulgués comme un schéma plutôt qu'une simple liste est l'élément le plus utile de son article. La grammaire non manuelle, la profondeur et le contact, les référents environnementaux, la langue, et le discours à travers les tours de parole ne sont pas cinq lacunes techniques indépendantes. Ce sont les composantes d'une langue des signes qu'une cible écrite linéaire n'a nulle part où placer, et les mains, qu'une cible écrite peut recevoir, sont ce que le système capture le mieux.

> **DIVULGATION**
>
> Jeff a mentionné son rôle caritatif au sein de S5 Dynamic Learning Initiative et son intérêt commercial en tant qu'architecte principal de SignaVision Solutions avant d'avancer la moindre affirmation. Je devrais faire de même ici : j'ai écrit des articles pour Jeff, et les lecteurs devraient tenir compte de cette relation en pesant cette réponse.

Là où les cadres se rejoignent

Jeff écrit que la qualité de la gouvernance et l'orientation architecturale sont des axes distincts, et qu'une lecture de conformité peut mesurer le premier sans trancher le second. En tant que description de ce qu'une simple revue documentaire peut accom-



plir, c'est juste. En tant que description de la façon dont l'architecture change réellement, je pense que c'est incomplet, et sa propre section de conclusion montre pourquoi.

Examinez les cinq conditions dont il dit qu'elles modifieraient substantiellement sa lecture : des signeurs Deaf détenant la majorité des voix de gouvernance et du pouvoir discrétionnaire budgétaire ; un consentement collectif libre, préalable et éclairé sur le corpus ; des déclarations de données et des fiches de modèle publiées couvrant le consentement, la compensation et la couverture non manuelle ; une évaluation au regard d'une réglementation contraignante ; et un interprète qualifié garanti dans le contrat d'approvisionnement. Aucune de ces conditions n'est une spécification architecturale. Chacune est un énoncé sur qui décide, qui consent, ce qui doit être divulgué, quelle loi s'applique et ce qu'un contrat doit garantir. Ce sont des conditions de gouvernance, et ce sont de bonnes conditions.



Chacune des cinq conditions nommées par Panasuik répond à une question de gouvernance, et non à une question architecturale.
Novara Consulting Group

Cette convergence est précisément le point central. Une cible de sortie n'est pas une loi de la nature ; c'est un choix de conception fait par des personnes ayant l'autorité de le faire, financé par des acheteurs qui l'acceptent, et maintenu en place par des régimes d'évaluation qui le récompensent. Jeff a raison de dire qu'une liste de contrôle

de conformité ne peut pas voir le couloir derrière une porte verrouillée. Mais les seuls instruments qui ont jamais réorienté un couloir sont ceux qui changent qui détient les clés : l'autorité décisionnelle, des clauses contractuelles exécutoires, et des exigences de preuve qu'un fournisseur ne peut satisfaire en se contentant de décrire ses intentions. La gouvernance n'est pas un axe différent de l'architecture. C'est le levier par lequel l'architecture est contestée.

La direction, revisitée

Mon argument initial était que SL2T est un système de compréhension : la machine lit la personne Deaf et une partie entendante lit la machine. Quand un avatar signe mal à un spectateur Deaf, le préjudice est un accès défaillant. Quand un modèle transcrit mal un signeur Deaf, le préjudice est une attribution erronée, car des mots que la personne n'a jamais produits peuvent entrer dans un registre écrit sous son nom. J'ai traité ce risque comme quelque chose que l'enveloppe d'usage soutenu contient tant que l'enveloppe tient.

Jeff's correction is that confinement does not change direction. A locked door may stop entry, but it does not change where the corridor leads, and the release materials themselves anticipate cloud APIs, possible open weights, more languages and eventually generation. Once integrators hold the capability, the audience for the boundary is no longer the Deaf user but the employer, school, police service or benefits office deciding how to embed it. I accept this. Direction is a property of the system, and my article understated how temporary the envelope is likely to be.

Ce que j'ajouterais, c'est ce qui en découle pour un évaluateur. Si la direction est architecturale, alors chaque déploiement d'un système de signe-vers-texte hérite par défaut du risque d'attribution erronée, et la charge devrait reposer sur quiconque veut faire entrer la sortie de la machine dans un registre, et non sur la personne Deaf qui doit repérer l'erreur après coup. Cela reformule la question de gouvernance. Il ne s'agit plus de savoir si le fournisseur a tracé une limite autour des usages dangereux. Il s'agit de savoir si quelque chose empêche la sortie de devenir d'emblée le registre officiel.

La condition préalable, et où la vérification devrait se situer

The strongest passage in Jeff's article concerns the release's own assumption that users have enough functional English literacy to verify generated text. I described that as a residual risk falling hardest on the users a sign-first tool might serve best. Jeff argues it is more than a distribution of risk: it is how the principal safeguard works, because the signer stays in the loop as verifier but must verify in written English. He cites a 2026 study of adult Deaf ASL users [6]. The study did not test AI translation, and Jeff says so, but it is enough to show that a safeguard requiring a signer to audit fluent English cannot be assumed equally available to everyone the system claims to serve.

L'HYPOTHÈSE DE LITTÉRATIE, EN UNE ÉTUDE

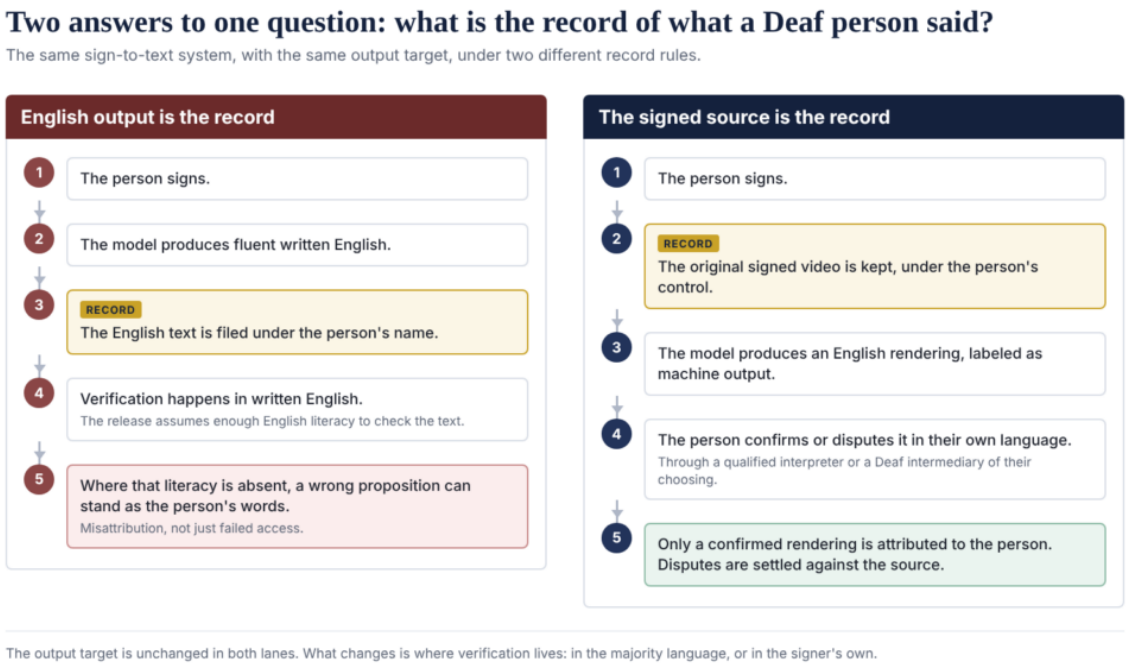
408
utilisateurs adultes Deaf de l'ASL dans l'échantillon

7.7
niveau scolaire équivalent moyen en lecture anglaise

3.5
écart type, en niveaux scolaires

Source : McKee et al., Patient Education and Counseling, 2026

I agree, and I think the remedy follows directly from his own analysis of what the system treats as the authoritative record. If the English output is the record, verification has to happen in English, and the precondition is unavoidable. If the signed source is the record, it does not. The original signed video, retained under the signer′s control, becomes the evidence of what the person said, and the English text becomes what it actually is: a rendering, attributable to a machine, with no standing as the person′s words until the person has confirmed it in their own language. Confirmation can then take forms that do not depend on English literacy at all, including review of the rendering by a qualified interpreter or a Deaf intermediary of the signer′s choosing, and the person′s right to dispute the rendering against the source.



La cible de sortie est la même dans les deux voies. Ce qui change, c′est où se situe la vérification.
Novara Consulting Group

This is not a novel principle so much as a familiar one applied to a new artifact. A transcript is not testimony; the testimony is. An interpreted statement in a legal setting is checked against the speaker, not the reverse. Sign-to-text systems invert that

relationship by default, and the inversion is exactly the continuity with Milan that Jeff identifies: competence in the majority language becomes the condition of being correctly represented in one's own words. Making the signed source the record removes that condition from the safeguard, even while written English remains the system's output target.

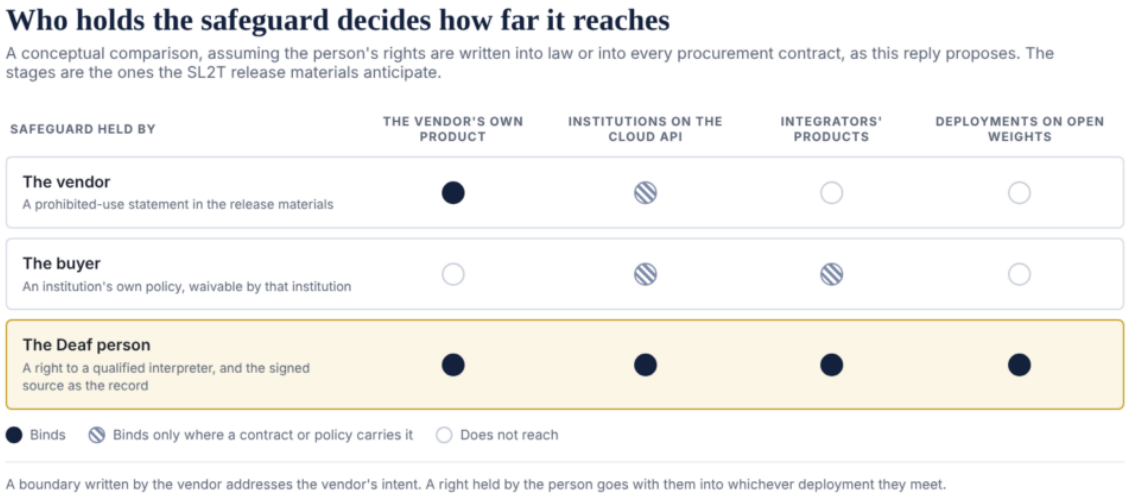
Répondre à la question

Jeff demande quelle garantie donne à une institution quelque chose qu'elle ne peut ni réinterpréter, ni négocier à la baisse, ni ignorer discrètement. Ma réponse est qu'aucune garantie détenue par l'institution ne peut satisfaire ce critère, car tout ce que l'acheteur détient, l'acheteur peut y renoncer. Les garanties qui survivent à l'approvisionnement sont celles qui appartiennent à la personne Deaf et qui l'accompagnent dans chaque déploiement. J'en nommerais deux.

1. **A user-invocable right to a qualified human interpreter.** Not a recommendation in guidance and not a fallback the institution may offer at its discretion, but a contract term the Deaf person can invoke at any point in an interaction, with a stated remedy if it is refused and no power in the institution to waive it on the person's behalf. This answers the advisory committee's own highest-ranked concern, which Jeff notes the release materials do not guarantee. It also has a legal footing that predates AI: under Title II of the ADA, a public entity must give primary consideration to the auxiliary aid the individual requests [ncg_citep key="cfr35160"], and Article 9(2)(e) of the CRPD names professional sign language interpreters among the forms of live assistance states parties must provide [ncg_citep key="crpd2006"]. The choice already sits with the person in law. Procurement should stop quietly moving it to the buyer.
2. **The signed source is the record.** Machine-generated English never enters a file as a Deaf person's words unless that person has confirmed it in their own language, the signed source is retained under their control, and any dispute is resolved against the source rather than the text. This is the safeguard that answers Jeff's precondition, because it takes English literacy out of the verification path without pretending the output target has changed.



Les deux garanties partagent une propriété qu'une limite fixée par un fournisseur n'a pas. Ce ne sont pas des énoncés sur ce pour quoi le système ne devrait pas être utilisé. Ce sont des droits attachés à la personne, de sorte qu'ils lient quel que soit l'intégrateur, l'agence ou l'employeur qui finit par détenir la capacité, y compris ceux qui arrivent après l'API cloud et les poids ouverts.



Une comparaison conceptuelle. Qui détient la garantie détermine jusqu'où elle porte.
Novara Consulting Group

Ce que cela change dans SLAT

Jeff a posé sa question à mon Index ainsi qu'aux clauses d'approvisionnement de son propre travail, il est donc juste de préciser ce que son article change de mon côté. Trois choses.

> A boundary written in a PDF addresses the vendor's intent. A right held by the Deaf person addresses every deployment that follows.
>
> Heather M. Grizzle

First, the method gap. A governance reading of a Deaf-access technology that documents no Deaf verification step can describe a vendor's record but cannot independently test it. I am constituting a Deaf review body for the Index, and until it is seated I will say so on anything I publish rather than let the absence go undocumented. My further work on SL2T will carry that statement until the gap is closed.

Deuxièmement, la validation des sorties. La conclusion la plus profonde des évaluations SLAT menées jusqu'à présent [8] est qu'aucun fournisseur n'a publié d'évaluation indépendante de sa sortie signée. J'ai rédigé un protocole de validation des sorties qui traite la participation d'évaluateurs Deaf comme définitionnelle plutôt que comme un ajout, qui exclut de l'échantillon tout contenu fourni par le fournisseur ou à visée démonstrative, et qui rapporte l'attribution erronée séparément de l'exactitude, de sorte que la défaillance que Jeff et moi décrivons tous deux ne puisse pas être diluée par une moyenne. C'est un brouillon, et je publie son existence ici afin de pouvoir être tenu de le mener à terme.

Third, the record rule. The Index already asks whether a Deaf user has a route to a qualified human. It does not yet ask whether machine output can enter a record as a person's words without that person's confirmation in their own language. Jeff's article persuades me it should, and I will propose that as a condition in the next revision of the Index. The question he closed on deserves a better answer than a sufficiency rating, and the best answer I have is a right the Deaf person holds rather than a promise the institution makes.

Références

1. Google DeepMind Sign Language Team et al. (2026, August 12). AISLAC Joint Impact Report for SL2T 1.0. Google DeepMind.
2. U.S. Department of Justice. 28 CFR 35.160(b)(2), Communications: auxiliary aids and services. https://www.ecfr.gov/current/title-28/chapter-I/part-35/subpart-E/section-35.160
3. United Nations. (2006). Convention on the Rights of Persons with Disabilities, Article 9(2)(e).
4. Google DeepMind Sign Language Team. (2026, August 12). Putting sign language AI into users' hands. Google DeepMind.
5. Grizzle-Odland, H. M. (2026, August 22). The Coordinates of Trust: A governance reading of Google DeepMind's SL2T. Novara Consulting Group.
6. McKee, M. M., Plegue, M., Champlin, S., Hill, J., Panko, T., Buis, L. R., Sen, A., Paasche-Orlow, M. K., and Hauser, P. C. (2026). Predictors of health literacy

among Deaf American Sign Language users. Patient Education and Counseling, 142, 109348. https://doi.org/10.1016/j.pec.2025.109348

7. Panasuik, J. (2026, August 26). The Second Language Condition: An Architectural Reading of SL2T. LinkedIn. https://www.linkedin.com/pulse/second-language-condition-architectural-reading-sl2t-panasuik-m-sc--5ukic/
8. Novara Consulting Group. (2026). SLAT Index Evaluation Standard, Version 2.0. https://doi.org/10.5281/zenodo.21537271

TIPS

Know something about a sign language AI system that the public should know? Send it to tips@novaracg.com. Every tip is read by me and kept confidential. If you work in the UK, writing to us is not by itself a protected disclosure under the Public Interest Disclosure Act 1998, so before you share employer information, check your options with Protect (protect-advice.org.uk), the free whistleblowing advice line.

SUPPORT NCG

NCG does this work without vendor money, so our findings stay ours. If it has been useful to you, you can support NCG's independent work here. NCG is a for-profit company, not a charity. Contributions are not tax-deductible and buy no service or influence.

Comment citer

Grizzle, H. M. (2026, October 8). Le compte rendu appartient au signeur : une réponse à Jeff Panasuik. Novara Consulting Group. https://www.novaracg.com/fr/2026/10/08/the-record-belongs-to-the-signer-a-reply-to-jeff-panasuik/